



# Les outremer au prisme des inégalités : regards théoriques et leviers pour l'action

Organisée par le Centre de recherches et de Ressources en Éducation et Formation



CRREF (EA-4538)

Université des Antilles

Katelin Butcher et Pierre-Olivier Weiss

Présentés tour à tour comme des paradis touristiques, des territoires assistés, des lieux de catastrophes naturelles ou de crises sociales qui se répètent, les outremer sont nés sur les cendres de profondes inégalités institutionnelles (Code de l'indigénat, Code Noir, bagné, entre autres) cultivées par plusieurs siècles d'exploitations. Partie intégrante de l'État français à partir de 1946 et une politique d'assimilation culturelle, les 11 zones géographiques habitées sont pourtant peu connues et brillent souvent de par leurs absences dans les écoles de la République. Parfois considérées comme des citoyen·nes de seconde zone, les ultra-marin·es ont donc une place très exiguë dans le roman national (De Cock, 2018). De plus, les phénomènes inégalitaires qui peuvent s'y produire peuvent aisément être passés sous silence. Ainsi, cette méconnaissance a pour corollaire la diffusion de nombreux clichés et étiquettes apposées sur les populations en question.

Loin d'être homogènes, des différences existent entre les outremer. Pour autant, un certain nombre d'indicateurs placent ses territoires dans une situation inégalitaire vis-à-vis de la France hexagonale. Le taux de chômage avoisine les 20% contre 10% en France. Le chômage frappe plus durement les jeunes ultra-marin·es actif·ves de moins de 25 ans sans diplôme. Le taux de pauvreté, qui d'ailleurs est calculé sur des bases différentes d'un territoire à l'autre, y est au moins deux à trois fois plus important qu'à l'échelle nationale. Le taux de décrochage scolaire y est aussi deux fois plus élevé qu'en France hexagonale. Selon une étude réalisée par le ministère de l'Éducation nationale, lors des journées de défense citoyenne organisées en 2016, la part des jeunes de 18 ans en difficulté de lecture y atteint entre 30% et 75% (27,6% à La Réunion, 30,4% en Martinique, 33% en Guadeloupe, 48,4% en Guyane et 74,9% à Mayotte) contre 10% sur l'ensemble du territoire national. Les plus faibles taux de réussite au baccalauréat général caractérisent les outremer et le milieu urbain francilien ou lyonnais paupérisé (Blanchard-Schneider, Botton, Miletto & Caro, 2018) à mettre en parallèle avec le fort taux de personnels contractuels (Cour des comptes, 2018) et une offre de formation limitée. Les inégalités scolaires dans les outremer se manifestent aussi fortement dès l'enseignement primaire par l'absence de maîtrise des savoirs fondamentaux (CESE, 2015). À l'heure où l'épidémie de COVID-19 s'installe durablement, il y a de fortes chances que les communautés les plus éloignées et les plus marginalisées paient le prix fort des dommages

collatéraux suite aux confinements et aux diverses restrictions économiques et sociales (Weiss et *al.*, 2020). De plus, le nombre de bénéficiaires du Revenu de solidarité active (RSA) représente plus de 10% des populations ultra-marines contre 4% de celle du continent. De manière générale, des carences en matière d'infrastructures (numériques, transport, assainissement), de services publics collectifs (pôle-emploi, recherche-développement) ou de prestations individuelles (complément familial, allocation de logement) sont réelles.

Cette journée d'étude cherche à donner de l'importance à ces territoires en mettant l'accent sur les inégalités à la fois vis-à-vis de la France hexagonale en termes d'accès aux droits, de reconnaissance, etc. mais aussi au regard des traitements inégalitaires qui se produisent à l'intérieur des territoires eux-mêmes. Loin de nous satisfaire d'un aspect dénonciateur, parfois nécessaire pour lancer le débat, nous chercherons d'une part à porter un discours scientifique sur les outre-mers en général et les inégalités présentes. D'autre part, nous laisserons une place aux initiatives locales qui luttent pour la connaissance et la réduction des inégalités sur le territoire martiniquais en particulier. **6 grandes thématiques ont été retenues pour cette journée :**

- **Inégalités linguistiques :** Les langues des outre-mers n'ont jamais pu occuper une place aussi importante que « la langue de la République ». Les langues des outre-mers ne sont pas des langues de France comme le mentionne le ministre de l'Éducation M. Blanquer en novembre 2017, « il y a une seule langue française, une seule grammaire, une seule République ». La valorisation de ces langues régionales a toujours été perçue comme des menaces pour « la langue de France ». La cohabitation et le conflit des langues présentent la notion de la diglossie (Ferguson, 1959) qui provoquent une hiérarchisation et une idéologie hégémonique des langues. Ces attitudes produisent des comportements glottophobes (Blanchet, 2016), mais présentent aussi l'intérêt de repenser les normes identitaires (Lebon-Eyquem, 2008). Les populations ultra-marines sont des populations plurilingues, des langues peu ou pas valorisées, notamment dans nos écoles, comme c'est le cas des langues de l'immigration par ailleurs. Accorder de l'importance au plurilinguisme, à l'interculturalité et aux pratiques artistiques, c'est aussi repenser nos choix pédagogiques et innover l'accueil des élèves plurilingues dans nos établissements scolaires (Butcher, 2020).

- **L'inégalité d'accès aux droits et la xénophobie :** Les sociétés caribéennes, comme toute société, n'échappent pas aux phénomènes xénophobes. Ces derniers touchent des populations particulières aux Antilles. M. Meudec (2017) révèle que « concrètement, les personnes d'origine haïtienne sont souvent stigmatisées, déshumanisées et discriminées dans les sociétés caribéennes ». L'Association de défense des droits des étrangers caribéens en Martinique, ASSOKA, dénonce le harcèlement policier, soutient les migrant·es dans leurs situations précaires et défend surtout leur droit à l'accès aux droits.

- **Égalité des droits :** Depuis 2012, KAP Caraïbe, association citoyenne martiniquaise, lutte contre toutes les formes de discriminations et plus particulièrement les discriminations homophobes, et vient en aide au public LGBTQI+ en difficulté. Si elle cherche à mettre en lumière la peur dans laquelle vivent les homosexuel·les, elle mène aussi un travail pour faire reculer la grande méconnaissance de la population sur le sujet. Trois objectifs principaux structurent l'association : accompagner les personnes LGBTQI+ et leur entourage, lutter contre toute forme de discrimination, militer pour l'égalité des droits. La recherche scientifique peine à construire ce type de savoir pourtant nécessaire pour comprendre et agir (*cf.* la recherche [Acadiscr](#) en cours).

- **Inégalités environnementales, écologie du travail :** Les inégalités doivent être regardées sous l'angle de la question environnementale et du rapport à la terre. À travers l'analyse écologique, Malcom Ferdinand (2019) propose de repenser l'histoire des territoires anciennement colonisés. Pour régler la crise écologique, il est indispensable de prendre en compte des inégalités sociales et raciales héritées des colonisations et de l'esclavagisme. Les luttes sociales en réaction à l'utilisation massive du Chlordécone, la pollution des sols antillais et la non-reconnaissance des méfaits d'un produit reconnu cancérigène des décennies plus tôt (Oublié, 2020), constituent un exemple flagrant de dénonciation d'un traitement inégalitaire par les populations antillaises. Certaines théories qui servent de trame à l'écriture des politiques publiques déployées les Outre-mers ont parfois tendance à aggraver les inégalités. C'est par exemple le cas de la loi sur la pénibilité au travail qui, au regard du quotidien du et de travail des ouvriers agricoles de la banane, les exclut de toute politique de prévention (Laport, 2008). La réalité du et de travail des ouvriers de la banane est très souvent occultée, Danielle Laport contribue à faire la lumière sur cette réalité grâce à un travail de terrain qu'elle a réalisé dans des exploitations bananières.

- **Égalité et visibilité :** Les luttes pour l'égalité passent aussi par la réhabilitation des figures passées comme c'est le cas dans le récent ouvrage d'Audrey Célestine (2020). Les portraits de ces femmes antillaises, parisiennes ou encore américaines, d'héroïnes ou d'oubliées de l'histoire, permettent tant de retracer leurs combats contre le racisme, le sexisme, la ségrégation et les formes de dominations que d'éclairer les générations actuelles et futures.

- **Inégalité et exclusion** : Les études sur le handicap touchant les populations ultra-marines sont à la fois peu nombreuses et encore moins récentes surtout en ce qui concerne les Antilles. En 2011 à la Martinique, 17 % des personnes étaient concernées par une forme de handicap (INSEE, 2011a), cette proportion était de 12% pour la Guadeloupe (INSEE, 2011b). Qu'en est-il en dix ans après, en 2021 ? Et quelle est la situation, 15 ans après la loi « Handicap » ? Si les taux de personnes vivant un handicap dans les Outremer peuvent être proches de ceux découverts en hexagone, la question de l'accompagnement des personnes reste centrale. Les « retards » en matière de politique du handicap sur ces premiers territoires ont été pointés par la députée réunionnaise Ericka Bareigts depuis 2018 (manque de classe pour les enfants, manque de structure d'accueil pour les personnes handicapées et manque d'ambitions pour les Outremer). Lors de l'examen de la loi santé en 2019, ces questions demeurent et feront l'objet de discussions lors de cette journée.

Cette journée souhaite apporter sa contribution aux luttes pour l'égalité des droits, contre les traitements inégalitaires et pour entrevoir les actions possibles pour corriger les inégalités.

## Bibliographie

- Blanchard-Schneider, A., Botton, H., Miletto, V. & Caro, P. (2018). Éducation et territoires. Éclairage sur certaines des inégalités scolaires d'origine territoriale en France. Paris : MESRI.
- Blanchet, P. (2016). *Discriminations : Combattre la glottophobie*, Paris : Textuel.
- Butcher, K. (2020). « Les cultures urbaines martiniquaises comme vecteur artistique libérateur du développement plurilingue et interculturelle en FLSco ». 26 et 27 novembre 2020. Colloque *Accompagner la migration : des représentations à l'action*. Université de Bourgogne-Franche-Comté, Dijon. [https://www.youtube.com/watch?v=bjK0HedK8B0&feature=emb\\_title](https://www.youtube.com/watch?v=bjK0HedK8B0&feature=emb_title)
- Célestine, A. (2020). *Des vies de combat. Femmes, noires et libres*. Paris : L'Iconoclaste.
- CESE (2015). Les avis du conseil économique social et environnemental (Marie-Aleth Grad). [https://www.lecese.fr/sites/default/files/pdf/Avis/2015/2015\\_13\\_ecole\\_reussite.pdf](https://www.lecese.fr/sites/default/files/pdf/Avis/2015/2015_13_ecole_reussite.pdf)
- Conseil national d'évaluation des systèmes scolaires (CNESCO).
- Cour des comptes, Le recours croissant aux personnels contractuels, Un enjeu désormais significatif pour l'éducation nationale, Communication à la commission des finances du Sénat, mars 2018. <https://www.ccomptes.fr/sites/default/files/2018-05/20180530-rapport-personnels-contractuels-education-nationale.pdf>
- De Cock, L. (2019). Dans la classe de l'homme blanc. L'enseignement du fait colonial en France des années 1980 à nos jours. Lyon : Presses universitaires de Lyon.
- Ferdinand, M. (2019). *Une écologie décoloniale. Penser l'écologie depuis le monde caribéen*. Paris : Seuil.
- Ferguson, C. (1959). Diglossia. *Word*. vol. 15, 325-340.
- INSEE (2011a). Le handicap en Martinique : une réalité complexe. Insee Martinique. Premiers résultats, n°79.
- INSEE (2011b). Le handicap en Guadeloupe : l'âge, un facteur déterminant. Insee Guadeloupe. Premiers résultats, n°80.
- Laport, D. (2008) (dir.). *Évaluer la pénibilité pour prévenir les usures professionnelles*. Monographies d'entreprises. Agence nationale pour l'amélioration des conditions de travail.
- Lebon-Eyquem, M. (2008). Attitudes langagières et positionnement identitaire. Dans une ville de l'Est de La Réunion. *Cahiers de sociolinguistique*, 1(1), 133-146. <https://doi.org/10.3917/csl.0801.0133>
- Meudec, M. (2017). Penser la perpétuation des préjugés à propos d'Haïti et des Haïtiennes : altérisation, racisme, imaginaire colonial et hégémonie blanche. *RITA*, 10. Disponible en ligne [consulté le 8 juillet 2018] : <http://revue-rita.com/thema/penser-la-perpetuation-des-prejuges-a-propos-d-haiti-et-des-haitiennes-alterisation-racisme-imaginaire-colonial-et-hegemonie-blanche.html>
- Oublié, J. (2020). *Tropiques toxiques. Le scandale du chlordécone*. Paris : Steinkis.
- Weiss, P.-O., Ramassamy, C., Ferrière, S., Ali, M. et Ailincal, R. (2020). La formation initiale des enseignants en contexte de confinement : une enquête comparative dans la France d'outre-mer. *Revue internationale des technologies en pédagogie universitaire - International Journal of Technologies in Higher Education*, 17(3). 178-194. <https://www.ritpu.ca/fr/articles/view/448>

# Programme de la journée

8h30	<i>Accueil des participant-es</i>
8h40	<i>Introduction de la matinée</i> Katelin <b>Butcher</b> & Pierre-Olivier <b>Weiss</b>
9h00	Frédéric <b>Anciaux</b> <i>L'inclusion scolaire des élèves en situation de handicap et allophones en Guadeloupe : quels freins et quels leviers ?</i>
9h30	Philippe <b>Blanchet</b> & Mylène <b>Lebon-Eyquem</b> <i>Discriminations à prétextes linguistiques : questions générales, contexte français et résultats d'enquête à La Réunion.</i>
10h30	<i>Pause</i>
10h40	Jessica <b>Oublié</b> <i>Bumidom, chlordécone : deux points aveugles du roman national français analysés en BD.</i>
11h35	Danielle <b>Laport</b> <i>Les « invisibles » de la loi sur la pénibilité du travail : l'exemple des ouvriers agricoles de la banane en Martinique.</i>
12h05	<i>Déjeuner</i>
13h40	<i>Introduction de l'après-midi</i> Katelin <b>Butcher</b> & Pierre-Olivier <b>Weiss</b>
13h50	Audrey <b>Célestine</b> <i>(D)écrire des vies des combat : actions politiques et productions intellectuelles de femmes antillaises au 20e-21e siècle.</i>
14h30	L'association <b>KAP Caraïbe</b> <i>Être une personne LGBT en Martinique en 2021 : Contexte, Stigmates et Réalités.</i>
14H55	L'association <b>ASSOKA</b> <i>La mécanique de déshumanisation</i>
15h20	Marie-Paule <b>Poggi</b> <i>Enseigner et apprendre en éducation prioritaire : contribution des acteurs dans la lutte contre les inégalités scolaires en Guadeloupe.</i>
15h45	Katelin <b>Butcher</b> <i>Les langues et les traitements inégalitaires : premiers résultats d'une enquête sur le vécu des collégiens en Martinique</i>
16h15	<i>Discussion avec la salle et conclusion</i>
16h45	<i>Fin</i>